

Les marchés financiers s'attaqueront-ils à la France?



Article rédigé par *sputniknews.com*, le 01 décembre 2020

Source [sputniknews.com] La France devra composer avec une dette publique colossale ces prochaines années, ce qui ne pourrait pas être le cas de certains de ses partenaires européens, notamment l'Allemagne. De quoi entraîner une crise de la dette française? Pas pour l'économiste Henri Sterdyniak qui livre son analyse à Sputnik.

Après [la crise de la dette grecque](#), assistera-t-on à sa version française? La question est légitime au moment où Paris s'apprête [à vivre des années difficiles sur le plan financier](#). Alors que la dette publique française n'était «que» de 98,1% du PIB en mars, la crise [du Covid-19](#) et ses deux confinements ont fait (très) mal aux finances publiques. À la fin de l'année, elle pourrait dépasser les 120%. Le plafond des 100%, qui au sein de l'UE n'était dépassé que par le Portugal, l'Italie et la Grèce à la fin 2019, est donc pulvérisé.

Un danger pour l'économie française? Pas pour Henri Sterdyniak, membre du collectif des Économistes atterrés et chercheur à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Celui-ci fait d'emblée remarquer que *«la hausse de la dette publique est un phénomène général que l'on observe dans la majorité des grands pays»*.

«Ce n'est pas un vrai danger, dans la mesure où la France s'endette à des taux très bas voire négatifs», ajoute l'économiste hétérodoxe.

Cela fait effectivement partie des bonnes nouvelles. Ce 30 novembre à 15h12, Paris empruntait à 10 ans à -0,338%. Ce contexte, qui dure maintenant depuis un certain temps, a permis de voir diminuer la charge de la dette depuis une décennie. Et ce malgré un déficit public difficile à maîtriser, que cette cruelle année 2020 fait exploser à plus de 11%. Une sérieuse épine dans le pied en moins pour les dirigeants français, quand on sait que le remboursement de la dette est le quatrième poste de dépense budgétaire de l'État.

Les marchés considèrent que ces taux resteront bas pendant longtemps, avance Henri Sterdyniak, qui parle de *«déséquilibre structurel de l'économie mondiale»*: «La politique de taux bas n'est pas prête de s'arrêter pour plusieurs raisons. Tout d'abord, c'est un phénomène structurel. Nous sommes dans un monde où il y a un excès d'épargne par rapport à l'investissement. Des entreprises font beaucoup de profit et les plus riches ne dépensent pas assez. Pour compenser, il faut naturellement des taux très bas.»

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)